

*Expansion des exportations—Loi*

rance et de fiduciaire, de même qu'à des banques et à d'autres institutions financières, qui paient de l'intérêt et qui prêtent à leur tour cet argent à un taux d'intérêt plus élevé pour réaliser elles-mêmes des bénéfices. Les sociétés se servent ensuite de cet argent pour établir des usines et créer des emplois. Il y a quelque chose qui ne va pas à l'heure actuelle. Il y a maintenant plus d'épargne personnelle, calculée en pourcentage du produit national brut, du revenu disponible et du revenu national, qu'à n'importe quel autre moment depuis dix ans, mais le taux de chômage est toujours élevé.

L'argent des remises d'impôt et des investissements fiscaux n'est pas utilisé pour augmenter le nombre d'emplois et satisfaire aux besoins de la main-d'oeuvre du Canada. Si cet argent était utilisé à cette fin, il n'y aurait pas 1,040,000 ou 1,080,000 chômeurs à l'heure actuelle, comme l'indiquent les chiffres officiels publiés par Statistique Canada. Le chef de mon parti n'exagère pas quand il affirme qu'il y a en réalité près de 1,400,000 chômeurs si l'on tient compte des travailleurs découragés qui ne se cherchent plus activement un emploi.

Nous savons que les employés de la Société pour l'expansion des exportations ont fait de l'excellent travail pour ce qui est de favoriser les exportations pendant toute l'histoire de la Société. C'est particulièrement le cas des produits de ma propre région, comme ceux des aciéries de Sydney et de Trenton, qui sont destinés à l'exportation.

Bien des gens s'inquiètent de l'autre fonction de cette Société qui consiste à aider les compagnies multinationales canadiennes, notamment les compagnies minières, quel que soit le pays où elles sont établies. Je me demande si la Société pour l'expansion des exportations devrait vraiment jouer ce rôle alors que son but premier était, selon moi, d'aider les industries d'exportation du Canada, tant du secteur primaire que du secteur de la fabrication, à soutenir la concurrence internationale, notamment en leur accordant des prêts, et cela dans le but d'accroître le nombre d'emplois chez nous. C'est extrêmement important pour le Canada à l'heure actuelle.

J'essaie de me montrer aussi juste que possible envers le premier ministre (M. Trudeau), surtout à l'égard de la question de l'unité nationale, mais le plus gros échec du gouvernement libéral depuis quatre ans c'est qu'il a été incapable de gérer l'économie du pays. Et il l'a si mal géré que les résultats sont vraiment attristants. Si nous voulons nous en sortir, nous devons trouver un moyen de développer notre industrie manufacturière chez nous plutôt qu'à l'étranger.

Nous tenons à aider les pays sous-développés sur le plan économique, mais nous devons voir aussi ce qui se passe chez nous. Je ne pense pas que les gens de l'Alberta qui n'ont aucune taxe de vente à payer soient heureux de la situation nettement moins favorisée des Maritimes, de Terre-Neuve et d'ailleurs. Evidemment ce n'est pas aussi catastrophique que la situation de bien des pays en voie de développement. Je ne pense pas qu'un seul Canadien sera satisfait tant que cet écart considérable entre notre niveau de vie et celui de ces pays n'aura pas été comblé. Nous avons l'obligation à la fois morale et économique d'aider ces pays, mais je ne pense pas que ce soit le rôle de la Société pour l'expansion des exportations, c'est celui de l'ACDI.

J'ai seulement une ou deux choses de plus à dire. Depuis que je suis au Parlement, je répète qu'un des plus gros échecs des gouvernements libéraux successifs, c'est qu'ils n'ont pas su

diriger notre économie. J'en attribue la responsabilité aux libéraux, car ce sont eux qui ont été au pouvoir le plus longtemps, même si certains de mes amis conservateurs ont dirigé le gouvernement pendant un certain nombre d'années.

● (1612)

Je ne veux pas être aussi nationaliste que les membres du Mouvement pour un Canada indépendant, mais il n'empêche, monsieur l'Orateur, qu'il y a un brin de vérité dans leur message. Nous ne pouvons continuer à enregistrer un déficit de 10 ou 11 milliards de dollars au chapitre des échanges de biens œuvrés sans risquer de perdre notre capacité de produire des matières premières qui peuvent être transformées en produits finis grâce à la technologie.

Un économiste australien, Colin Clark, a déclaré que la croissance de l'économie d'un pays ainsi que la croissance de la prospérité des pays en général résident dans le fait qu'ils passent par un stade d'exploitation des ressources primaires—principalement agricoles—et qu'ensuite, grâce aux changements technologiques qui facilitent la production et grâce à l'évolution de la demande d'un autre côté, la majeure partie de la population quitte alors le secteur primaire pour passer à la fabrication qui se caractérise par un fort apport en main-d'œuvre. Il y a tellement de progrès technologiques du côté de l'offre et la nature de la demande évolue tellement au détriment du secteur manufacturier que la plupart des gens se retrouvent enfin dans le secteur tertiaire ou des services. En d'autres termes, on aboutit à une société qui produit des biens immatériels appelés services au lieu d'une société produisant des objets appelés biens de consommation.

Il existe un parallèle entre tous les pays occidentaux, monsieur l'Orateur. La majeure partie de notre population active travaille actuellement dans le secteur des services. A la différence des États-Unis ou du Japon, le Canada est passé de l'état de producteur primaire nécessitant une faible main-d'œuvre à une société dominée par le secteur des services à la fois publics et privés, sans toutefois disposer d'un secteur secondaire pleinement développé. C'est là notre faiblesse.

Je pense que la société pour l'expansion des exportations devrait concentrer ses efforts dans ce secteur plutôt que d'aider des sociétés multinationales d'origine canadienne—et qui, je le reconnais d'ailleurs, ont dû créer des emplois dans le secteur primaire de notre pays—à s'installer dans d'autres pays. Cet organisme devrait plutôt servir à créer nos propres industries de fabrication et de transformation.

Quant à la façon de s'y prendre, il faut voir, compte tenu des décisions prises par le passé concernant la structure des tarifs douaniers et les emprunts de capitaux provenant des États-Unis. Nous devons cependant nous rendre compte que le Canada va devoir bientôt faire face à ses échéances dans ce domaine et il est fort regrettable que cela doit se passer en pleine crise d'unité nationale. Nous savons qu'il y a relativement peu de séparatistes au Québec—probablement environ 20 p. 100 et nous luttons d'ailleurs tous contre eux malgré l'insulte dont le premier ministre a gratifié la semaine dernière tous les députés de l'opposition, probablement dans un mouvement de colère. Il est injuste de prétendre que, parce que nous nous opposons à certaines choses au sujet de l'accord sur la taxe de vente avec le Québec, nous favorisons par là même le parti séparatiste du Québec. Il faut quand même lui pardonner